



KPMG SA  
Le Mirabeau  
4 quai d'Arenc  
Boulevard Jacques Saadé  
13002 Marseille

# Association Réadaptation Sociale - A.R.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association Réadaptation Sociale - A.R.S.  
6 Rue des Fabres - 13001 Marseille

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Le Mirabeau  
4 quai d'Arenc  
Boulevard Jacques Saadé  
13002 Marseille

## **Association Réadaptation Sociale - A.R.S.**

6 Rue des Fabres - 13001 Marseille

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Réadaptation Sociale - A.R.S.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Réadaptation Sociale - A.R.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 24 juin 2025

KPMG SA

Joëlle BOUCHARD

Commissaire aux comptes

Gilles CHARLES

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 410	643	1 767	2 249
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	112 422	48 427	63 995	62 684
Constructions	3 692 530	1 847 548	1 844 982	1 884 766
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres	294 334	187 896	106 437	128 427
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	590	0	590	590
Autres titres immobilisés				
Prêts	273 299	0	273 299	256 930
Autres	75 122	0	75 122	76 196
Total I	4 450 707	2 084 514	2 366 194	2 411 843
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 188	0	1 188	17 702
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	516 023	0	516 023	237 622
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	322 677	0	322 677	209 887
Valeurs mobilières de placement	2 392 429	0	2 392 429	2 335 229
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	262 192	0	262 192	1 237 368
Charges constatées d'avance	56 088	0	56 088	44 474
Total II	3 550 597	0	3 550 597	4 082 283
Frais d'émission des emprunts (III)				0
Primes de remboursement des emprunts (IV)				0
Ecart de conversion Actif (V)				0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 001 305	2 084 514	5 916 791	6 494 125

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d’actifs immobilisés, subventions d’investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 105 352	1 101 937
Autres	274 078	257 709
Report à nouveau		
Report à nouveau	1 084 536	1 067 389
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	546 769	555 332
Excédent ou déficit de l'exercice	-634 487	12 000
Situation nette (sous total)	2 376 248	2 994 366
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées	941 901	947 627
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	3 318 148	3 941 993
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	79 000	15 000
Provisions pour charges	259 972	305 470
Total III	338 972	320 470
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	60 423	60 423
- sur autres ressources		
Total III bis	60 423	60 423
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	391 135	419 832
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 094 485	1 080 257
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	708 253	665 775
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	5 375	5 375
Total IV	2 199 248	2 171 239
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	5 916 792	6 494 126

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTE DE RESULTAT		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	138 054	202 679
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 928 805	8 899 634
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	80 999	88 073
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommptibles virées au compte de résultat		
Autres produits	159 083	274 428
Total I	9 306 941	9 464 814
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 727 775	3 510 899
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	585 718	568 060
Salaires et traitements	3 922 300	3 717 604
Charges sociales	1 492 842	1 387 798
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	182 515	201 347
Dotations aux provisions	79 571	52 078
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	65 876	83 165
Total II	10 056 597	9 520 951
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-749 656	-56 137
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	57 201	49 104
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	57 201	49 104
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	57 201	49 104
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-692 455	-7 033
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	79 407	4 193
Sur opérations en capital	0	7 802
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 863	1 863
Total V	81 271	13 859
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	27 778	0
Sur opérations en capital	699	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-5 174	-5 174
Total VI	23 303	-5 174
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	57 968	19 033
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	9 445 412	9 527 777
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 079 900	9 515 777
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-634 487	12 000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

# **Association pour la Réadaptation Sociale**

**ARS**

**Annexes aux comptes annuels de l'exercice clos le  
31 décembre 2024**

**Montants exprimés en Euros**

Association Pour la Réadaptation Sociale

ARS

6, rue des Fabres

13001 Marseille

*Ce rapport contient 35 pages*

Annexes aux comptes annuels



## Table des matières

1	Objet social	6
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
3	Description des moyens mis en œuvre	7
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	8
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	9
5.1.2	Changements d'estimation	9
5.1.3	Corrections d'erreurs	9
5.2	Déroptions	9
5.3	Principales méthodes comptables	9
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	14
6.1.4	Réévaluation	14
6.1.5	Coût d'emprunt	14
6.1.6	Frais d'établissement	14
6.1.7	Frais de développement	14
6.1.8	Donations temporaires d'usufruit	14
6.1.9	Fonds commercial	14
6.1.10	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	14
6.1.11	Actifs inaliénables	14
6.1.12	Informations relatives aux filiales et participations	14
6.1.13	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	15
6.1.14	Prêts aux partenaires	15
6.2	Actif circulant	15
6.2.1	Stocks et en cours	15
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	15
6.2.3	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché	15
6.2.4	Précisions sur d'autres créances	15
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	16
6.4	Fonds propres	16
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	16
6.4.2	Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)	17
6.4.3	Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise	18
6.4.4	Ecart de réévaluation	18

6.4.5	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	19
6.4.6	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	19
6.4.7	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	19
6.4.8	Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)	20
6.4.9	Subventions d'investissement	21
6.4.10	Provisions réglementées	21
6.5	Fonds reportés et dédiés	21
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	21
6.5.2	Fonds dédiés	21
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	22
6.6.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	22
6.6.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	22
6.7	Provision pour risques et charges	23
6.7.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	23
6.7.2	Provisions pour médaille du travail	23
6.7.3	Provisions pour reversement d'une subvention	23
6.7.4	Provisions pour charges sur legs et donations	23
6.8	Dettes	24
6.8.1	Emprunts et autres dettes assimilés	24
6.8.2	Dettes des legs ou donations	24
6.8.3	Précisions sur d'autres dettes	24
6.9	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	25
7	Informations relatives au Compte de résultat	25
7.1	Résultats par activité ou établissement	26
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	26
7.2.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement	26
7.2.2	Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer	29
7.2.3	Tableau de suivi des amortissements dérogatoires	29
7.3	Produits du compte de résultat	29
7.3.1	Cotisations	29
7.3.2	Ventes de biens et services	30
7.3.3	Produits de tiers financeurs	30
7.3.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	30
7.3.5	Utilisations des fonds dédiés	30
7.3.6	Autres produits (d'exploitation)	31
7.4	Charges du compte de résultat	31
7.4.1	Achats de marchandises et variation des stocks	31
7.4.2	Autres Achats et charges externes	31
7.4.3	Aides financières	31
7.4.4	Impôts, taxes et versements assimilés	31
7.4.5	Salaires et traitements, charges sociales	31
7.4.6	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31

7.4.7	Dotations aux provisions	31
7.4.8	Reports en fonds dédiés	31
7.4.9	Autres charges	32
7.5	Résultat Financier	32
7.6	Résultat exceptionnel	32
7.7	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	33
7.7.1	Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées	33
7.7.2	Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées	33
7.7.3	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	33
7.7.4	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	33
7.7.5	Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat	33
8	Informations relatives à la fiscalité	33
8.1	Informations relatives au régime fiscal	33
8.2	Impôt sur les bénéfices	33
8.2.1	Ventilation de l'origine de l'IS	33
8.2.2	Impôt différé	33
8.2.3	Autres informations spécifiques liées à l'IS	34
9	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales	34
10	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	34
10.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	34
10.2	Engagement reçu des donateurs	34
10.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	34
10.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	34
10.5	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat	34
10.6	Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	34
10.6.1	Libéralités acceptées pour lesquelles existe un délai d'opposition administrative à la clôture	34
10.6.2	Tableau de suivi des libéralités en cours de délai d'opposition à la clôture	34
10.6.3	Tableau de suivi des libéralités dont le délai d'opposition administrative est expiré à la clôture, jusqu'à leur affectation	35
10.7	Passifs non comptabilisés	35
11	Informations relatives à l'effectif	35

12	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	35
12.1	Engagements financiers donnés et reçus	35
12.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	35
12.3	Autres opérations non inscrites au bilan	35

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Association est régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

L'ARS œuvre principalement à Marseille en couvrant les champs de :

- La protection de l'enfance,
- La justice pénale des mineurs,
- L'accueil, l'hébergement et l'insertion des jeunes majeurs et des familles en difficulté,
- Le médico-social (ACT).

L'ARS accueille des mineurs, des jeunes majeurs en rupture familiale et sociale et des familles en difficultés, afin de les accompagner et les soutenir pour trouver les ressources et les capacités à se mobiliser dans un projet de vie.

Cette action doit aider ces jeunes à se réinsérer dans la Société.

L'Association est apolitique et aconfessionnelle.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les moyens d'action de l'Association sont :

- La création d'établissements ou de services spécialisés dans lesquels seront appliquées les projets éducatifs les plus adaptées aux besoins des personnes accueillies.
- Le recours aux équipements thérapeutiques spécialisés ou tout autres moyens autorisés par la Loi, concourant par quelques formes que ce soit à la réussite de l'action.

Le siège de l'Association de Réadaptation sociale a pour but d'animer la vie associative, de gérer des services communs en matière comptable, financière, gestion du personnel et du bâti au profit de huit établissements et services qui totalisent 268 places et 227 mesures.

De plus, le siège assure le suivi d'un établissement « DAUF » de 93 places gérées par PACT13.

Les établissements relevant de la compétence du Département :

- Lou Cantou,
- PEPS ou « Parcours Educatif Psychosocial »,
- SEMO ou Service Educatif en Milieu Ouvert,
- SAME ou Service d'accueil de mineurs non accompagnés,

Les établissements relevant de la compétence de l'état :

- CHRS,
- SRP ou Service de Réparation Pénale,
- CHUS Accueil Blancarde,
- SOUSTO ACT.

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

**\*\* Locaux :**

- Lou Cantou, 66 boulevard Longchamp, 13001 Marseille,
- PEPS ou « Parcours Educatif Psychosocial », Pôle internat : 134/136 avenue de la Rose, 13013 Marseille et PHI/EVA 51 Boulevard Longchamp 13001 Marseille,
- SEMO ou Service Educatif en Milieu Ouvert, 30/32 boulevard Edouard Herriot, 13008 Marseille,
- SAME ou Service d'accueil de mineurs non accompagnés, 6 rue des Fabres 13001 Marseille,
- CHRS, 7 boulevard de la Liberté, 13001 Marseille,
- SRP ou Service de Réparation Pénale, 1 rue Emile Duclaux, 13004 Marseille,
- CHUS Accueil Blancarde, 37 traverse de la Trévaresse, 13012 Marseille,
- SOUSTO ACT, 6 rue de Pontevès, 13003 Marseille,
- SIEGE 6 rue des Fabres 13001 Marseille.

**\*\* Ressources humaines :**

35 embauches en CDI

2 Secteur Administratif

24 Secteur Educatif

4 Secteurs Services Généraux

5 cadres

Autres moyens/dépenses engagées

L'évolution de la masse salariale est de : +6 %

**\*\* Formation :** le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 3211 heures à comparer à 2103 au titre de l'exercice précédent.

## **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

En 2024, l'association a poursuivi sans relâche son engagement auprès des adolescents et jeunes adultes les plus vulnérables. Nous avons initié de nouveaux projets dans nos établissements, tout en consolidant notre expertise pour renforcer la qualité de l'accompagnement proposé.

Nos démarches s'inscrivent dans une logique de co-construction : penser et porter les initiatives avec les personnes accompagnées, chaque fois que cela est possible. Notre ambition reste constante : favoriser l'émancipation, l'autonomie et l'accès à une citoyenneté pleine et entière.

#### **Réorganisation du PEPS**

En 2023, une première fusion des pôles ÉVA et PHI avait été amorcée à la demande du Conseil Départemental. En 2024, face aux crises successives, à une faible activité structurellement déficitaire et aux constats d'une visite de conformité, nous avons, en concertation avec le Conseil départemental, travaillé à une proposition de réorganisation du PI.

Cette réorientation touche à la fois le profil du public accueilli et les fondements du projet d'établissement. L'évaluation externe a d'ailleurs renforcé nos pistes de réflexion. Le bureau, le siège et les équipes se mobilisent pour construire un projet d'établissement ambitieux, à horizon 2025/2026, pleinement adapté aux besoins des jeunes qui nous sont confiés.

#### **Extension du SEMO**

Le SEMO a vu sa capacité augmenter de 12 mesures, ce qui permet désormais d'avoir un service consolidé avec un organigramme plus cohérent.

#### **Les évaluations externes**

Tous nos services ont été évalués par le cabinet ACS Consultant, conformément au référentiel de la Haute Autorité de Santé (HAS). Je tiens à saluer l'engagement des équipes et de leurs responsables, qui ont su démontrer leur professionnalisme tout au long du processus. Ces évaluations positives nous permettent aussi d'identifier des axes d'amélioration à intégrer dans notre stratégie continue de qualité. Elles sont l'image de nos établissements et nous pouvons en être fiers.

### **4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Depuis, le début de l'exercice, nos activités se poursuivent normalement avec une véritable montée en charge de l'activité du PEPS et surtout du pôle internat. Le dialogue des tarifications arrive très tardivement puisque le CD a planifié les réunions dans la deuxième quinzaine de juin. Cependant, nos relations avec les financeurs sont apaisées et constructives.

Notre trésorerie nous permet d'honorer nos dettes et de passer cette période sans remettre en cause notre continuité d'exploitation et même d'anticiper les divers projets d'extensions que nous allons lancer, sur le SRP, SEMO et SOUSTO.

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **5.1.1 Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

#### **5.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;

## **6 Informations relatives aux postes du bilan**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En



présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- 4 D'appréhender son legs ;
- 5 D'avoir droit aux fruits ;
- 6 De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

7 Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;

8 Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;

9 Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## **6.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Amortissement et dépréciation d'un actif : voir art. 214-1 à 7 du règlement 2014-03 et la note de présentation du règlement ANC 2015-06.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 410	0	0	2 410
Immobilisations corporelles	4 116 285	120 958	137 958	4 099 286
Immobilisations financières	333 716	24 932	9 637	349 011
<b>Total</b>	<b>4 452 412</b>	<b>145 891</b>	<b>147 595</b>	<b>4 450 707</b>

### Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
<b>Immobilisations incorporelles</b>	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	0	0	120 958	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	0	0	24 932	0	0
<b>Total</b>	0	0	145 891	0	0

### Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
<b>Immobilisations incorporelles</b>	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	0	0	0	0	137 958
<b>Immobilisations financières</b>	0	0	0	0	9 637
<b>Total</b>	0	0	0	0	147 595

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	161	482	0	643
<b>Immobilisations corporelles</b>	2 040 410	180 722	137 259	2 083 874
<b>Immobilisations financières</b>	0	0	0	0
<b>Total</b>	2 040 569	181 204	137 259	2 084 514

#### Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
<b>Immobilisations incorporelles</b>	0	482	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	0	180 722	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	181 204	0	0

#### Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
<b>Immobilisations incorporelles</b>	0	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	0	0	137 259
<b>Immobilisations financières</b>	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	137 259

## Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Structure et ouvrages assimilés	Linéaire	50 ans
Menuiseries	Linéaire	25 ans
Chauffage	Linéaire	15 ans
Plomberie	Linéaire	25 ans
Ravalement	Linéaire	15 à 25 ans
Electricité	Linéaire	25 ans
Etanchéité	Linéaire	15 ans
Installations et agencements divers	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de Transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

### 6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Immobilisations	Valeur actuelle	Valeur nette comptable	Dépréciation	Dotation/ Reprise	
				Montant	Compte utilisé
Immeuble 83, Rue Consolat	67 674	49 993	48 427	1 311	291 000

### 6.1.4 Réévaluation

Néant.

### 6.1.5 Coût d'emprunt

Néant.

### 6.1.6 Frais d'établissement

Néant.

### 6.1.7 Frais de développement

Néant.

### 6.1.8 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

### 6.1.9 Fonds commercial

Néant.

### 6.1.10 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Néant.

### 6.1.11 Actifs inaliénables

Néant.

### 6.1.12 Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette			
<b>Filiales et participations</b> SCI EPSS (884963687)	590	0	59	590	590	0	NC	0

### 6.1.13 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Néant.

### 6.1.14 Prêts aux partenaires

Néant.

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Néant.

### 6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

Néant.

### 6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Stocks / VMP	Au prix de marché	Au bilan	Différence
Contrat Capitalisation BMM CAPI V	1 549 100	1 182 159	366 941
Contrat CAPI CA	434 436	400 000	34 436
Contrat ONE CAPI	408 894	400 000	8 894

#### 6.2.4 Précisions sur d'autres créances

- Produits à recevoir (Dotation à recevoir SEMO) => 20 965 €
- Compte Epargne Temps => 105 420 €
- Avance sur salaire (Blancarde) => 4 375 €
- C/C SCI EPSS => 110 000 €
- Solde débiteur divers (PEPS) => 34 062 €

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Fournisseurs => représentant 56 088 €/ 44 474 € l'exercice précédent

### 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
<b>Stocks</b>				
<b>Créances</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>Total</b>				

NEANT

### 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0	0	0	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 359 646		19 784	0	1 379 430
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 067 389	17 147	0	0	1 084 536
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	555 332	-8 562	0	0	546 769
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 982 366</b>	<b>8 585</b>	<b>19 784</b>	<b>0</b>	<b>3 010 735</b>
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement	0		0	0	0
Provisions réglementées	947 627		7 709	13 435	941 901
<b>TOTAL</b>	<b>3 929 993</b>	<b>8 585</b>	<b>27 493</b>	<b>13 435</b>	<b>3 952 636</b>

- (1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »



#### 6.4.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie	<b>NEANT</b>			
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise				

#### 6.4.3 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...). En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires (subdivision suivant statuts)				
Fonds propres complémentaires	<b>NEANT</b>			
• Autres apports avec droit de reprise				
Subvention d'investissement				

Le compte utilisé pour l'établissement du « *bilan d'ouverture des premiers comptes annuels établis en application du règlement* » est le 103600 « Subvention d'investissement » à la clôture les sommes ont été transférées en 110000 « Report à nouveau ».

#### 6.4.4 Ecarts de réévaluation

Néant.

#### 6.4.5 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité

##### - Réserves statutaires et contractuelles

Néant.

##### - Réserves pour projet de l'entité

Ces réserves sont constituées des :

- Excédents affectés à l'investissement pour	753 611 €
- Excédents affectés en réserve de compensation des déficits pour	346 862 €
- Excédents affectés en réserve de trésorerie pour	4 878 €

##### - Autres

Néant

#### 6.4.6 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

— Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;

— Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité) #110-116-119	692 629	1 777 164
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée #115	4 145 855	4 692 625
Solde		1 631 305

#### 6.4.7 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

#### Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	- 634 487	12 000
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	254 022	52 272
= Excédent ou déficit effectif global	- 380 465	64 272
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		

#### 6.4.8 Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)

##### - Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des bien ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

### Tableau des subventions d'investissement

		Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement		Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
<b>Montant nominal :</b>							
	Affectées à des biens non renouvelables	0			0	0	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	<b>TOTAL</b>	0	0	0	0	0	0
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>							
	Affectées à des biens non renouvelables	0			0	0	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	<b>TOTAL</b>	0	0	0	0	0	0
	<b>Montant net en fonds propres</b>	0	0	0	0	0	0

#### 6.4.9 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

#### 6.4.10 Autres fonds propres

Néant.

### 6.5 Fonds reportés et dédiés

#### 6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Néant

### 6.5.2 Fonds dédiés :

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Virement Compte (103 / 7718)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19) E=A-B-C+D
Ressources	(2)	A	B	C	D	
Subvention (1)	-	-				-
Action "Opération Mer"	16 769	16 769				16 769
Action "Plages de livres"	10 741	10 741				10 741
SPN - Formation	26 781	26 781				26 781
Action - Manuels	6 131	6 131				6 131
<b>TOTAL</b>	<b>60 423</b>	<b>60 423</b>				<b>60 423</b>

(1) A regrouper les cas échéant

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des subventions affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.

Les fonds dédiés figurant au passif du bilan pour un montant total de 60 423 € sont à plus de 2 ans.

### 6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>	947 627	7 709	13 435	941 901
<b>Provisions pour risques</b>	15 000	64 000	0	79 000
<b>Provisions pour charges</b>	305 470	15 571	61 070	259 971
<b>Total</b>	<b>1 268 097</b>	<b>87 280</b>	<b>74 505</b>	<b>1 280 873</b>

### 6.6.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	7 709	0	0
Provisions pour risques	64 000	0	0
Provisions pour charges	15 571	0	0
Total	87 280	0	0

### 6.6.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	13 435	0	0
Provisions pour risques	0	0	0
Provisions pour charges	61 070	0	0
Total	74 505	0	0

## 6.7 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	15 000	0	64 000	0	0	0	79 000
Provisions pour charges	305 470	0	15 571	61 070	0	0	259 973
<b>Total</b>	320 470	0	79 571	61 070	0	0	338 973

### **6.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés**

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

- 1 mois des derniers appointements s'il totalise dix années d'ancienneté au service de la même entreprise.
- 3 mois des derniers appointements s'il a au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.
- 6 mois des derniers appointements s'il a au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.

Il a été estimé que les départs se font à 62 ans, à l'initiative du salarié et de ce fait soumis à cotisations.

La provision pour indemnités de départ à la retraite couvre les droits acquis des salariés, nés entre 1949 et 1964, en contrat à durée indéterminée et s'élève à : 259 973 €. Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges.

### **6.7.2 Provisions pour médaille du travail**

La convention collective appliquée dans l'association ne prévoit pas l'attribution de médailles du travail, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

### **6.7.3 Provisions pour reversement d'une subvention**

Néant.

### **6.7.4 Provisions pour charges sur legs et donations**

Néant.

## 6.8 Dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-	-		
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Avances et acomptes reçus sur commande	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	391 135	391 135		
Dettes fiscales et sociales	1 094 485	1 094 485		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-		-	
Autres dettes	708 253	708 253		
Produits constatés d'avance	5 375	5 375		
<b>TOTAL</b>	<b>2 199 248</b>	<b>2 199 248</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

### 6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Néant.

### 6.8.2 Dettes des legs ou donations

Néant.

### 6.8.3 Précisions sur d'autres dettes

- *Produits constatés d'avance*

Néant.



## 6.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéance	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b> <b>Créances rattachées à des participations</b> <b>Prêts (1)</b> <b>Autres</b>	590 273 299 75 122	8 004	590 265 295 75 122	Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine				
<b>Créances de l'actif circulant :</b> <b>Créances Clients et Comptes rattachés</b> <b>Créances reçues par legs ou donations</b>	516 023	516 023		Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés <b>Dettes des legs ou donations</b>	391 135	391 135		
<b>Autres</b>	322 677	322 677		Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 094 485	1 094 485		
<b>Charges constatées d'avance</b>	56 088	56 088		Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	708 253 5 375	708253 5 375		
<b>TOTAL</b>	1 243 799	902 792	341 007	<b>TOTAL</b>	2 199 248	2 199 248		
<b>(1) Prêts accordés en cours d'exercice</b> <b>Prêts récupérés en cours d'exercice</b>				<b>(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice</b> <b>Emprunts remboursés en cours d'exercice</b> <b>(3) Dont ..... garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)</b>				

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

Les cotisations des administrateurs sont comptabilisées au moment de l'encaissement. Elles confèrent la qualité de membre adhérent de l'association.

## 7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— ASSOCIATION		50 796
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— SRP	20 958	
— SIEGE	119 588	
— CHRS		137 285
— SOUSTO ACT	105 074	
— SEMO	119 312	
— LOU CANTOU		27 718
— PEPS	276 104	
— SAME	177 636	
— BLANCARDE	34 581	
— DAUF		2 968
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>634 486</b>	

## 7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

### 7.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

#### Etablissement Siège sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	119 588
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	119 588

**Etablissement Lou Cantou sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable		27 718
Résultat antérieur incorporé		34 688
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés	-	7 575
Provision retraite	-	20 589
Reprise Dot.Amortiss. s/réserve compensation Chges Amortiss.		
Autres dont CITS		
Résultat compte administratif		34 242

**Etablissement PEPS sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	276 104
Résultat antérieur incorporé	-	100 186
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Amortissements dérogatoires		-
créances douteuses		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	376 290

**Etablissement SEMO sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	119 312
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite	-	30 743
Amortissements dérogatoires		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	150 055

**Etablissement CHRS sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable		148 339
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite	-	9 737
Autres reprise Déficit ant+CNR	-	150 214
Résultat compte administratif	-	11 612

**Etablissement CHRS (laverie)**

Résultat comptable	-11 054
--------------------	---------

**Etablissement SRP sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	20 958
Résultat antérieur incorporé		
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		
Provision retraite		
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	20 958

**Etablissement SOUSTO ACT sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	105 074
Résultat antérieur incorporé		119 397
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif		14 323

**Etablissement SAME sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	177 636
Résultat antérieur incorporé		200 123
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif		22 487

**Etablissement Blancarde sous contrôle de tiers financeur**

Résultat comptable	-	34 581
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	34 581

### 7.2.2 Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer

	Provisions congés payés				Provisions charges soc/ congés payés			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU CANTOU	69 485	0	4 715	64 769	42 135	0	2 859	39 276
PEPS	72 221	5 430	0	77 651	43 333	3 258	0	46 591
CHRS	26 481	0	0	26 481	15 888	0	0	15 888
SIEGE	42 391	10 745	0	53 136	25 435	6 447	0	31 882
SEMO	21 554	5 965	0	27 519	12 932	3 579	609	16 511
SOUSTO ACT	24 168	2 297	0	26 465	14 501	1 378	0	15 879
SRP	15 719	82	0	15 801	9 432	49	0	9 481
BLANCARDE	21 982	1 139	0	23 121	13 189	684	0	13 873
SAME	59 177	1 956	0	61 133	35 507	1 174	0	36 681
DAUF	9 745	0	9 745	0	5 846	0	5 846	0
<b>Total</b>	<b>362 922</b>	<b>27 615</b>	<b>14 460</b>	<b>376 076</b>	<b>218 198</b>	<b>16 570</b>	<b>8 705</b>	<b>226 062</b>

### 7.2.3 Tableau de suivi des amortissements dérogatoires

	Amortissements dérogatoires			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU CANTOU	97 138	7 664		104 802
PEPS	191 994		12 883	179 111
CHRS	-			-
SIEGE	12 560	45		12 604
SEMO	-			-
SOUSTO ACT	-			-
SRP	-			-
BLANCARDE	-			-
SAME	-	-	-	-
DAUF	-			-
ASSO	14 723		552	14 171
<b>Total</b>	<b>316 414</b>	<b>7 709</b>	<b>13 435</b>	<b>310 688</b>

## 7.3 Produits du compte de résultat

### 7.3.1 Cotisations

Les cotisations des administrateurs sont comptabilisées au moment des encaissements. Elles confèrent la qualité de membre adhérent à l'association.

### 7.3.2 Ventes de biens et services

DAUF : prestation de service 138 054 €

### 7.3.3 Produits de tiers financeurs

#### - Subventions et produits de tarification

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat et Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics				
Subventions d'exploitation				
Produits de tarification		8 928 805		

### 7.3.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur provisions pour risques et charges : 61 070 €
  - Sur provisions pour créances : 0 €
  - Sur provisions exceptionnelles pour dépréciation : 1 311 €
- Transferts de charges : 19 929 €

### 7.3.5 Utilisations des fonds dédiés

Néant.

### 7.3.6 Autres produits (d'exploitation)

	CAF	Cotisation	Participation jeunes	Rbt salaires	Autres produits de gestion courante	Total
LOU CANTOU	37 092		6 663			43 755
PEPS	4 658		5 165			9 823
CHRS	45 608		17 741		18	63 367
SIEGE					28	28
SEMO					7	7
ASSOCIATION		120				120
SOUSTO ACT	18 725		7 085		8	25 818
SRP					25	25
BLANCARDE	7 982		2 250		32	10 264
SAME				2 500		2 500
DAUF			3 360		16	3 376
	114 065	120	42 265	2 500	133	159 083

## 7.4 Charges du compte de résultat

### 7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks

En N-1, le montant s'élevait à 0 € contre 0 € en N.

### 7.4.2 Autres Achats et charges externes

En N-1, le montant s'élevait à 3 510 899 € contre 3 727 775 € en N.

### 7.4.3 Aides financières

Néant

#### 7.4.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant en N-1 est de 568 060 € contre 585 718 € en N.

#### 7.4.5 Salaires et traitements, charges sociales

Le montant en N-1 est de 5 105 402 € contre 5 415 142 € en N.

#### 7.4.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Cf 6.1.2

#### 7.4.7 Dotations aux provisions

Cf 6.6

#### 7.4.8 Reports en fonds dédiés

Cf 6.5.2

#### 7.4.9 Autres charges

	Pécule	Autres charges de gestion courante	DIVERS	Total
LOU CANTOU	13 064	- 6		13 058
PEPS	28 537	- 6		28 531
CHRS				-
SIEGE		-		-
SEMO				-
ASSOCIATION				-
SOUSTO ACT				-
SRP				-
BLANCARDE				-
SAME	8	24 279		24 287
DAUF				-
	41 609	24 267	-	65 876

### 7.5 Résultat Financier

Le résultat financier 2024 est de 57 201 € correspondant aux intérêts courus de 2024 des placements CAPI.



## 7.6 Résultat exceptionnel

	Produits s/exercices antérieurs	Reprise s/prov (1)	VNC cédés	REG dotation antérieure	Amortissements dérogatoires	Total
LOU CANTOU					7 664	- 7 664
PEPS					- 12 883	12 883
CHRS	40 079					40 079
SIEGE					45	- 45
SEMO				- 27 778		- 27 778
Association	39 328	1 311			552	41 192
SOUSTO ACT						-
SRP						-
BLANCARDE						-
SAME						-
DAUF			- 699			- 699
	79 407	1 311	- 699	- 27 778	- 4 622	57 968

(1) Reprise provision Consolat 1 311,06 €

## 7.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Néant.

### 7.7.1 Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées

Néant.

### 7.7.2 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

Néant.

### 7.7.3 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

Néant.

### 7.7.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

- Produits à recevoir : cf 6.2.4
- Charges et produits exceptionnels : cf 7.6
- Transferts de charges : cf 7.3.4
- Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	43 206
— Au titre d'autres prestations	0
<b>Honoraires totaux</b>	<b>43 206</b>

**7.7.5 Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat**

Néant.

**8 Informations relatives à la fiscalité**

**8.1 Informations relatives au régime fiscal**

Néant.

**8.2 Impôt sur les bénéfices**

Néant.

**8.2.1 Ventilation de l'origine de l'IS**

Néant.

**8.2.2 Impôt différé**

Néant.

**8.2.3 Autres informations spécifiques liées à l'IS**

Néant.

**9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales**

Néant.

**10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

**10.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées**

Néant.

**10.2 Engagement reçu des donateurs**

Néant.

**10.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)**

Néant.

#### 10.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (Président, secrétaire, trésorier) s'est élevé à 0 € bruts en 2024.

#### 10.5 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Néant.

#### 10.6 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Néant.

##### 10.6.1 Libéralités acceptées pour lesquelles existe un délai d'opposition administrative à la clôture

Néant.

##### 10.6.2 Tableau de suivi des libéralités en cours de délai d'opposition à la clôture

Néant.

##### 10.6.3 Tableau de suivi des libéralités dont le délai d'opposition administrative est expiré à la clôture, jusqu'à leur affectation

Legs et donations acceptés par l'association	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice (195000)	Solde des legs et donations en fin d'exercice
Dons antérieurs à 2002			6 131	6 131
<b>TOTAL</b>	-	-	<b>6 131</b>	<b>6 131</b>

#### 10.7 Passifs non comptabilisés

Néant.

## 11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.  
Dans le cadre de la mise en œuvre de nos activités, nous n'avons pas recours au bénévolat.

	Personnel salarié
Cadres	15.81
Employés	14.23
Ouvriers	19.51
Techniciens	79.37
Total	128.92

## 12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 12.1 Engagements financiers donnés et reçus

L'association s'est portée caution solidaire de la SCI Engagement Pour une Société Solidaire au profit du Crédit Agricole Alpes Provence dans le cadre de deux emprunts souscrits par la SCI en date du 19 août 2020 pour un montant de :

- 225 000 € sur une durée de 240 mois au taux fixe de 0,90%
- 100 000 € sur une durée de 252 mois avec un différé de remboursement d'un an au taux fixe de 0,93%.

### 12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Néant.

### 12.3 Autres opérations non inscrites au bilan

Néant.